

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024

UNE
FRANCOPHONIE
ENGAGÉE, AU PLUS
**PRÈS DES JEUNES,
DES FEMMES
ET DES ÉTATS**

Représentation de l'Organisation internationale
de la Francophonie pour l'Afrique centrale
(REPAC-OIF)



COMITÉ ÉDITORIAL ET COMITÉ DE RÉDACTION

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Alphonse WAGUENA, Représentant régional pour l'Afrique centrale de l'OIF

COORDINATION DE RÉDACTION

Marcel Kodjo KLASSOU, Coordonnateur de projet

COMITÉ DE RÉDACTION

Hans de Marie HEUNGOUP, Analyste politique principal

Brice SORGHO, Spécialiste de programmes

Foued EL AYNI, Spécialiste de programmes

Romarc SEGLA, Spécialiste de programmes

Talulah ESSAM, Experte d'appui

DESIGN GRAPHIQUE ET RÉALISATION INFOGRAPHIQUE

Massaka (contact@massaka.net)

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Les images utilisées dans ce rapport proviennent de deux sources principales :

- Photos fournies par la REPAC-OIF dans le cadre de la documentation institutionnelle ;
- Images issues de banques d'images libre de droits, utilisées conformément à leurs conditions d'utilisation : Freepik (www.freepik.com) | Pexels (www.pexels.com).

Le document est consultable via le lien suivant :

https://www.francophonie.org/sites/default/files/2025-03/rapport_activites_REPAC_2024.pdf

REPRÉSENTATION POUR L'AFRIQUE CENTRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

87, Avenue Paul Moukambi | Haut de Gué-Gué | BP 8075 Libreville | Gabon

Copyright 2025 REPAC-OIF Tous droits réservés. © 2025 Représentation pour l'Afrique centrale de l'Organisation internationale de la Francophonie - REPAC OIF Le présent document et son contenu sont protégés par le droit d'auteur et, sauf indication contraire, sont la propriété exclusive de l'OIF. Aucune œuvre dérivée de ce document ne peut être créée sans l'autorisation écrite de l'OIF.



Sommaire

UNE FRANCOPHONIE DE TERRAIN, AU CŒUR DES RÉALITÉS LOCALES	6
PRÉSENTATION DE LA REPAC-OIF	11
MOT DU REPRÉSENTANT DE L'OIF POUR L'AFRIQUE CENTRALE	13
HISTOIRES DE TERRAIN : LES VISAGES DU CHANGEMENT	15
RAYONNEMENT ET ACTIONS POLITIQUES DE LA REPAC	31
CHIFFRES CLÉS	35
DÉFIS ET LEÇONS APPRISSES : INNOVER POUR SURMONTER LES OBSTACLES	37
CAP SUR 2025 : AMPLIFIER LES INITIATIVES POUR ÉTENDRE L'IMPACT	39
REMERCIEMENTS	41
NOS CORRESPONDANTS NATIONAUX DE LA FRANCOPHONIE	43

UNE FRANCOPHONIE ENGAGÉE, AU PLUS PRÈS
DES JEUNES, DES FEMMES ET DES ÉTATS

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024





“

Notre Francophonie doit être utile, agile, et imaginative. C'est en étant proches des populations, en particulier des jeunes et des femmes, que nous pouvons répondre aux défis cruciaux de notre époque.

Louise Mushikiwabo
Secrétaire générale de la Francophonie

UNE FRANCOPHONIE DE TERRAIN, AU CŒUR DES RÉALITÉS LOCALES

Depuis sa prise de fonction, Mme Louise Mushikiwabo a insufflé une nouvelle dynamique à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), centrée sur l'impact concret et l'action de proximité. Sa vision d'une Francophonie engagée sur le terrain se traduit par des programmes ciblés, qui priorisent la jeunesse et les femmes.

UNE PRIORITÉ POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'EMPLOI

Mme Mushikiwabo considère que la préservation de l'environnement et la création d'opportunités économiques pour les populations vont de pair. « Le Bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète, est une priorité pour l'OIF. Nous devons soutenir sa préservation tout en promouvant des initiatives génératrices d'emplois pour les femmes et les jeunes dans la région » a-t-elle déclaré lors du XIXe Sommet de la Francophonie.

DES FEMMES ET DES JEUNES AU CŒUR DE L'ACTION

Sous l'impulsion de Mme Mushikiwabo, l'OIF continue de soutenir des projets structurants comme le projet « La Francophonie avec Elles », qui a déjà permis à des milliers de femmes d'accéder à des ressources économiques et à une formation de qualité. Le Fonds « La Francophonie avec Elles » a été créé en réponse à la crise sanitaire afin de soutenir les femmes en situation de vulnérabilité au sein de l'espace francophone. Axée sur l'autonomie économique et sociale des femmes, le Fonds a bénéficié à près de 90 000 personnes dans plus de 34 pays, grâce au soutien ou l'appui à 300 initiatives dans divers secteurs (agriculture, élevage, commerce, artisanat). Depuis la mise en place de ce fonds en 2020, plus d'une quarantaine de projets ont été financés en Afrique

centrale et ont contribué à autonomiser environ 15 000 femmes.

Parallèlement, l'OIF a renforcé son soutien aux Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC), répartis dans plus de 20 pays d'Afrique francophone, dont une forte présence en Afrique centrale. L'OIF accompagne le renforcement des CLAC par des formations pour les animateurs, des dotations en matériels modernes, et des programmes spécifiques pour les jeunes et les femmes, favorisant ainsi l'éveil culturel et l'éducation à la citoyenneté.

De plus, l'OIF a lancé le projet « D-CLIC », qui a permis de doter 1 237 jeunes et femmes en Afrique centrale, notamment au Cameroun, Congo, Gabon, RDC et au Tchad, d'outils pratiques proposant des parcours de formation au numérique en français, en ressources éducatives libres, des formations sur les métiers du numérique en auto-formation ou en parcours tutoré. Sur ce chiffre, 367 apprenants ont déjà reçu leur parchemin de fin de formation à un métier du numérique et 870 jeunes sont en formation pour finir d'ici juillet 2025.

Grâce au projet « État civil », des avancées significatives ont été réalisées dans la modernisation des systèmes d'état civil de plusieurs pays de l'Afrique centrale. Ce projet a permis de renforcer l'enregistrement des naissances et des actes d'état civil, facilitant ainsi l'accès des populations, en particulier des jeunes et des femmes, à leurs droits fondamentaux. Plus de 58 000 actes de naissance établis au Tchad et au Cameroun, contribuant à une meilleure gouvernance et à la sécurisation de l'identité juridique, un levier essentiel pour le développement socio-économique.



“ Notre objectif est de garantir que chaque action ait un impact mesurable sur la vie des populations, en particulier des jeunes et des femmes.

Caroline St-Hilaire

Administratrice de l'Organisation internationale de la Francophonie

UNE MISE EN ŒUVRE RENFORCÉE ET UNE APPROCHE CENTRÉE SUR L'IMPACT

La mise en œuvre de la vision globale et ambitieuse de la Secrétaire générale de la Francophonie repose sur l'engagement de Mme Caroline St-Hilaire, Administratrice de l'OIF. À la tête de cette mission, elle coordonne la programmation 2024-2027, articulée autour de projets à fort impact et d'une stratégie de partenariats renforcés avec les acteurs publics, privés et de la société civile.



UNE APPROCHE CENTRÉE SUR L'IMPACT

Cette approche se traduit par la priorisation des initiatives qui favorisent l'inclusion économique, l'éducation de qualité, et la transition écologique, tout en répondant aux défis spécifiques de chaque région francophone.



UNE STRATÉGIE COLLABORATIVE ET INNOVANTE

Grâce à une méthodologie fondée sur la co-construction, l'OIF mobilise un large éventail de parties prenantes, notamment les gouvernements, les organisations internationales et les partenaires financiers. L'objectif est d'encourager des actions structurantes et adaptées, qui s'appuient sur les besoins réels des populations.

En misant sur des solutions concrètes et mesurables, l'OIF aspire non seulement à améliorer les conditions de vie des populations francophones, mais aussi à établir un modèle exemplaire de coopération multilatérale pour relever les défis mondiaux.

P5

Des centres de Lecture et d'Animation Culturelle, avec un accès gratuit

CLAC

300 000
Usagers

P9

Ce projet a renforcé l'enregistrement des naissances et des actes d'état civil



58 000
Actes de naissance

P16a

Ce projet a doté les jeunes d'outils pratiques sur les métiers du numérique

D-Click

FORMEZ-VOUS AU NUMÉRIQUE AVEC L'OIF

1 237
Jeunes & femmes

P17

Ce projet a permis de mettre en relation d'affaires des acteurs économiques avec des entreprises locales et internationales



+20
Acteurs économiques institutionnels et privés soutenus

P14

Le projet permet à des milliers de femmes d'accéder à des ressources économiques et à une formation de qualité



15 000
Femmes autonomisées

P19

Ce projet soutient les initiatives environnementales dans le Bassin du Congo



430
Jeunes entrepreneurs et innovateurs accompagnés et subventionnés

PRÉSENTATION DE LA REPAC-OIF

La Représentation pour l'Afrique centrale de l'Organisation internationale de la Francophonie (REPAC-OIF), basée à Libreville, au Gabon, incarne l'engagement de l'OIF en faveur de la promotion de la paix, de la langue française et du développement durable dans une région stratégique regroupant onze États membres. **Sa mission principale est de soutenir la mise en œuvre des programmes et initiatives de la Francophonie en Afrique centrale.**

En tant qu'antenne régionale de l'OIF, elle sert d'interface entre l'OIF et les États membres d'Afrique centrale. Elle assure la coordination des actions et en facilite les partenariats avec les gouvernements, les organisations régionales et la société civile.



06 PROJETS D' ACTIONS



ZONE D'INTERVENTION EN AFRIQUE CENTRALE



- 1 Angola
- 2 Burundi
- 3 Cameroun
- 4 République du Congo
- 5 Gabon
- 6 Guinée équatoriale
- 7 République centrafricaine (RCA)
- 8 République démocratique du Congo (RDC)
- 9 Rwanda
- 10 São Tomé-et-Principe
- 11 Tchad

MOT DU REPRÉSENTANT DE L'OIF POUR L'AFRIQUE CENTRALE

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec un réel enthousiasme que je partage avec vous ce rapport d'activités annuel 2024, témoin des efforts déployés et des résultats atteints par la Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale. Il s'agit du premier rapport de la REPAC, à l'issue d'une année riche et intense, et qui marque le début de la mise en œuvre d'une nouvelle programmation 2024-2027 de l'OIF, axée sur une « Francophonie d'action et de proximité ». L'année 2024 a été marquée par des initiatives novatrices, des collaborations renforcées et un impact tangible sur les communautés locales.

La région d'Afrique centrale est riche en potentiel, mais elle fait également face à des défis complexes. En 2024, nos projets ont été guidés par une volonté constante d'agir au plus près des populations, en tenant compte des spécificités culturelles, sociales et économiques de chacun des pays où nous intervenons.

L'un des axes majeurs de notre action a été de soutenir nos pays dans leurs efforts de mise en

œuvre de leurs stratégies d'adaptation aux effets du changement climatique et de promouvoir des pratiques agricoles durables. À travers **le projet de Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo**, piloté par la REPAC en collaboration avec l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) et l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF), deux organes subsidiaires de l'OIF, notre organisation a accompagné plus de 430 jeunes entrepreneurs et innovateurs dans le développement de solutions concrètes répondant aux enjeux de la résilience climatique et de la promotion.

Cette année a également connu le lancement de trois laboratoires vivants d'ecoinnovation, visant à concevoir des solutions participatives et inclusives à grande échelle pour renforcer la résilience face aux défis climatiques. Ces projets, qui s'appuient sur l'innovation et les savoirs locaux, témoignent de notre engagement envers un développement durable adapté aux réalités de la région, et qui crée de l'emploi durable pour les femmes et les jeunes du Bassin du Congo.

En parallèle, l'OIF a intensifié ses efforts dans le domaine de l'éducation et de la culture, avec un soutien accru aux **Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC)**. Ces espaces, qui jouent un rôle clé dans l'accès à l'éducation et à la diffusion du savoir, ont été dotés d'outils modernes et d'initiatives spécifiques pour les jeunes et les femmes.

Depuis la pandémie de la COVID-19, et grâce à un fonds spécial « **Francophonie avec Elles** », l'OIF a soutenu plus de 40 projets en Afrique centrale en faveur de l'autonomisation des femmes à travers des activités génératrices de revenus. L'OIF a également mis un accent particulier sur le développement des compétences numériques, un enjeu essentiel pour l'avenir.

Le projet « **D-CLIC** » a été un véritable tremplin pour l'autonomisation numérique des jeunes et des femmes. En proposant des parcours de formation axés sur les métiers du numérique, D-CLIC a permis à des centaines de participants de se former en auto-apprentissage ou en tutorat, leur offrant ainsi les compétences nécessaires pour s'insérer dans un marché du travail en pleine transformation.

Grâce au projet « **État civil** », l'OIF a contribué à moderniser les infrastructures d'enregistrement des naissances dans plusieurs pays, permettant à des milliers de citoyens d'obtenir une reconnaissance légale de leur identité. Cette avancée est cruciale pour renforcer la citoyenneté et l'inclusion sociale.



Ensemble, bâtissons en Afrique centrale une Francophonie utile, agile et imaginative, au service des populations, en particulier des jeunes et des femmes, qui sont les moteurs de l'avenir de notre espace commun.

Alphonse Waguena

Représentant de l'OIF pour l'Afrique centrale



HISTOIRES DE TERRAIN

LES VISAGES DU CHANGEMENT



L'APICULTURE COMME RÉPONSE ÉCOLOGIQUE AUX CONFLITS HOMME-FAUNE

« Je m'appelle **Anastasia Ñengono**, et je travaille à l'Instituto Nacional de Desarrollo Forestal y Gestión de Áreas Protegidas (INDEFOR-AP) en Guinée équatoriale. Mon travail est étroitement lié à la gestion et à la préservation des aires protégées, notamment dans le Monumento Natural de Piedra Nzas, où nous sommes confrontés à un défi majeur : le conflit Homme-Faune, principalement causé par les éléphants.

Avant cette formation en apiculture, j'avais déjà initié un travail similaire dans cette aire protégée, mais sans réel impact, par manque de connaissances spécifiques. Je ne savais pas comment structurer une approche apicole efficace ni comment en faire un outil de gestion des conflits avec la faune sauvage. Cette formation a donc été une révélation pour moi, m'apportant des compétences essentielles pour mettre en place des solutions concrètes et adaptées.

Désormais, je comprends mieux comment l'apiculture peut être utilisée comme barrière naturelle contre les éléphants, tout en offrant des opportunités économiques aux communautés locales.

UN IMPACT PERSONNEL ET PROFESSIONNEL

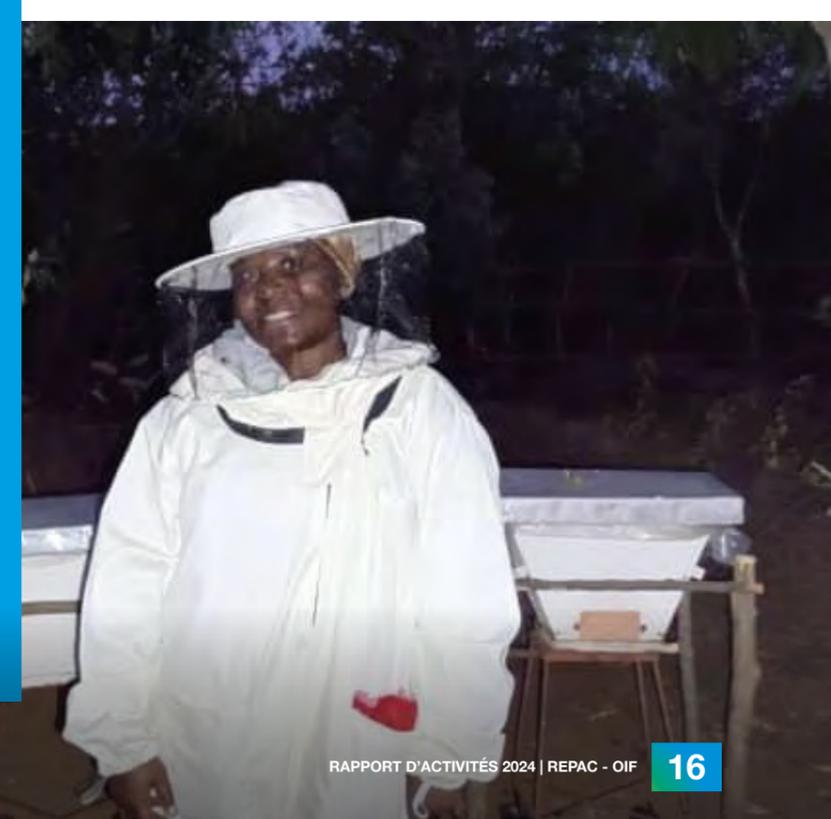
Sur le plan personnel, cette formation a marqué un tournant. Avant, je ne connaissais presque rien à l'apiculture. Aujourd'hui, je suis capable d'envisager cette activité non seulement comme un outil de gestion environnementale, mais aussi comme un levier de développement personnel. J'ai commencé, à mon niveau, à poser les bases d'un petit projet apicole, en appliquant progressivement les connaissances acquises.

Lorsque nous sommes arrivés, nous avons rédigé un rapport à destination de l'INDEFOR-AP, dans lequel nous avons formulé des recommandations pour l'intégration de l'apiculture dans la gestion des conflits Homme-Faune. Même si je n'ai pas pu lancer immédiatement mes propres activités en novembre ou décembre, faute de conditions optimales, je me prépare à mettre en œuvre ces nouvelles connaissances pour générer des revenus et soutenir la préservation de notre aire protégée.

« Quand on n'a pas assez de moyens, on peut toujours commencer petit à petit », nous a dit le formateur. Et c'est exactement ce que je vais faire. Cette formation a été très précieuse pour moi, tant pour mon travail que pour ma propre évolution. Je tiens à remercier chaleureusement les formateurs et l'OIF pour cette opportunité. »

“
Je ne savais pas comment structurer une approche apicole efficace, ni comment en faire un outil de gestion des conflits avec la faune sauvage. Cette formation a donc été une révélation pour moi, m'apportant des compétences essentielles pour mettre en place des solutions concrètes et adaptées.

Guinée équatoriale





En agriculture, la résilience et la flexibilité sont des clés du succès. En nous adaptant aux réalités du terrain, nous avons su transformer une contrainte en opportunité, et nous sommes aujourd'hui mieux préparés pour développer notre production de tournesol et contribuer à une agriculture plus durable au Cameroun.



Cameroun



S'ADAPTER POUR RÉUSSIR : DU POIVRON AU TOURNESOL, UN PARCOURS RÉILIENT EN AGRICULTURE

« Je m'appelle **Nkemawung Asonganyi Junior**, ingénieur agronome et chercheur. Je suis bénéficiaire du programme PI2A au Cameroun et mon projet porte sur l'association de la production de tournesol avec l'apiculture. Grâce au financement reçu de l'OIF, j'ai pu poser les bases de mon entreprise et entamer la concrétisation de mon rêve : devenir producteur de tournesol au Cameroun. Ce soutien m'a également permis d'élargir ma production et de créer des emplois pour deux jeunes.

Cependant, comme tout projet agricole, nous avons été confrontés à des défis majeurs. À la réception des fonds, les conditions climatiques n'étaient pas favorables à la culture du tournesol. Plutôt que de rester bloqués face à cet obstacle, nous avons fait preuve d'adaptabilité en lançant d'abord la culture du poivron. Ce choix stratégique nous a permis d'optimiser notre subvention et de constituer un capital plus solide, afin d'assurer un démarrage plus efficace de la production de tournesol lorsque les conditions seraient réunies.

Notre initiative s'inscrit dans un contexte où le prix de l'huile végétale a fortement augmenté au Cameroun depuis 2020, passant de 1 000 FCFA à 1 500 FCFA par litre. Par ailleurs, le nombre de personnes diabétiques croît, modifiant les préférences alimentaires et stimulant la demande pour l'huile de tournesol, plus adaptée à leurs besoins. Pourtant, l'offre locale reste largement insuffisante, ce qui contribue à l'augmentation des prix sur le marché.

C'est pour répondre à cette demande croissante que nous avons conçu un projet structuré en trois phases : production, transformation et commercialisation. En associant la culture du tournesol à l'apiculture, nous visons non seulement à renforcer l'autosuffisance en huile de tournesol, mais aussi à valoriser la production locale de miel.

Ce parcours nous a enseigné une leçon essentielle : en agriculture, la résilience et la flexibilité sont des clés du succès. En nous adaptant aux réalités du terrain, nous avons su transformer une contrainte en opportunité, et nous sommes aujourd'hui mieux préparés pour développer notre production de tournesol et contribuer à une agriculture plus durable au Cameroun. »

DE LA NOIX DE COCO AUX ÉNERGIES PROPRES : UNE TRANSFORMATION RENDUE POSSIBLE GRÂCE AU PROJET D'ACCÉLÉRATION DES TECHNOLOGIES ET INNOVATIONS ENVIRONNEMENTALES (PADTIE)

« Je m'appelle **Edith Nanette Diba**, et au départ, notre projet se concentrait sur la transformation des noix de coco en chips. Mais, grâce à l'accompagnement du PADTIE de l'OIF, nous avons réalisé que nous pouvions aller plus loin en exploitant tout le potentiel de la noix de coco, notamment en valorisant les coques pour produire du charbon écologique.

Les formations en marketing, finance, gestion durable et propriété intellectuelle nous ont aidés à structurer notre projet et à améliorer notre processus de production. Nous avons aussi participé au Salon des Sciences, Technologies et Innovations environnementales en RDC, ce

qui nous a ouvert des opportunités de marché et renforcé notre vision.

Aujourd'hui, notre projet ne se limite plus à un seul produit. Nous avons développé une approche intégrée, combinant énergie propre, réduction du gaspillage alimentaire et valorisation des ressources locales. Notre objectif : réduire la déforestation, limiter les émissions polluantes et promouvoir une économie circulaire durable.

Sans ce soutien, nous n'aurions peut-être jamais osé repenser notre modèle. Grâce au PADTIE, nous avons pu transformer une simple idée en une véritable solution écologique et innovante. »



Sans ce soutien, nous n'aurions peut-être jamais osé repenser notre modèle. Grâce au PADTIE, nous avons pu transformer une simple idée en une véritable solution écologique et innovante.



République du Congo



NOIX DE COCO



CHARBON ÉCOLOGIQUE



« Ce prix a renforcé notre engagement à promouvoir une agriculture durable et innovante. Nous ne comptons pas nous arrêter là. »



Gabon

QUAND LA FRANCOPHONIE FAIT GERMER UNE FERME PÉDAGOGIQUE

« Nous sommes les **Jeunes promoteurs Agri Gab services** au Gabon, notre projet de ferme pédagogique au Lycée Technique de Bikele est né d'une concertation entre nous, élèves, après avoir constaté que les pratiques agricoles enseignées étaient encore trop traditionnelles, sans intégration de techniques plus respectueuses de l'environnement.

Grâce à la formation de l'OIF, nous avons appris des techniques essentielles comme le compostage, le biochar (charbon bio) et l'irrigation goutte-à-goutte, que nous appliquons sur nos parcelles.

Un tournant décisif pour notre coopérative a été le prix remporté lors de la formation. Avant cela, nous avions les idées, mais pas les moyens de les concrétiser. Ce soutien financier nous a permis d'acheter des semences de qualité et du matériel

essentiel, donnant un nouvel élan à notre projet.

Aujourd'hui, notre ferme prend forme : les premières cultures ont été mises en terre et nous avons diversifié nos plantations avec de l'amarante, du folon, de l'aubergine locale, de la laitue, du gombo, du soja et de l'arachide. L'intégration de légumineuses comme le soja et l'arachide permet également d'améliorer la fertilité des sols. Notre première récolte est prévue dans trois semaines.

Ce prix a renforcé notre engagement à promouvoir une agriculture durable et innovante. Nous ne comptons pas nous arrêter là : nous prévoyons d'installer une serre pour élargir notre production aux plantes aromatiques comme le céleri, le basilic et le poireau.

Nous souhaitons également partager notre savoir à d'autres jeunes intéressés par l'agriculture durable. »

EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, L'OIF ACCOMPAGNE MATHURINE VERS UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE SON EXPLOITATION AGRICOLE DE 4 HECTARES

Wefio Mathurine, agricultrice et entrepreneure, exploite environ 4 hectares. Actuellement, elle fait face à deux défis majeurs : l'irrigation et l'écoulement de sa production sur le marché.

Disposant d'un château d'eau de 5 000 litres situé à six mètres de hauteur, Mathurine a cependant un besoin quotidien de 15 000 litres d'eau. Son système de pompage fonctionne grâce à une pompe à essence, engendrant des dépenses mensuelles élevées de 600 000 FCFA en carburant (15 litres par jour à 1 350 FCFA / litre).

Pour améliorer son rendement et réduire ses dépenses, elle souhaite mettre en place un système d'irrigation plus efficace et durable grâce au financement du Projet 19 qui soutient les initiatives environnementales dans le Bassin du Congo.

Avec une source d'eau permanente située à seulement à 1,3 m de profondeur, Mathurine envisage d'installer une pompe solaire immergée, dont le coût est estimé à 1 500 000 FCFA. Toutefois, pour concrétiser cette transition, elle a besoin d'un accompagnement technique et d'une formation spécialisée en irrigation et en pompage solaire.

L'OIF a décidé de soutenir Mathurine dans cette démarche en renforçant ses compétences en irrigation et en l'accompagnant vers une transition écologique, notamment à travers les formations. Par ailleurs, la construction d'un bassin de rétention d'eau fait partie de ses objectifs pour optimiser l'arrosage et garantir une production plus stable.

Mathurine produit en grande quantité des tomates et des poivrons, mais elle rencontre des difficultés pour écouler sa production sur le marché. Cela souligne un besoin urgent de capacités de stockage et de transformation afin de limiter les pertes post-récolte et valoriser ses produits.

Son projet s'inscrit pleinement dans la dimension genre du Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques de la République centrafricaine, en soutenant une femme agricultrice porteuse d'une initiative durable et structurante pour sa communauté.

Avec l'appui de l'OIF à travers le Projet 19, Mathurine pourra optimiser son système d'irrigation, réduire ses coûts et renforcer la durabilité de son exploitation.



République centrafricaine



« Grâce aux formations et aux conseils reçus, nous avons compris l'importance d'aller nous-mêmes sur le marché, de négocier et de planifier nos ventes. »



« Je m'appelle **Nkodia Marius Josué**, maraîcher à la rive droite, membre de la coopérative COPEMARD. Depuis l'an 2000, nous pratiquons le maraîchage comme activité principale.

Lorsque nous avons été invités à participer à un laboratoire vivant avec Agritech, nous avons découvert une nouvelle approche qui a changé notre façon de travailler. Nous avons échangé, partagé nos réalités, et Agritech nous a apporté des orientations techniques et commerciales précieuses.

Avant, nous dépendions entièrement des revendeuses, qui venaient acheter nos produits, souvent à des prix défavorables. Nous subissions le marché, et lorsqu'il n'y avait pas d'acheteurs, une partie de notre production était gaspillée. Grâce aux formations et aux conseils reçus, nous avons compris l'importance d'aller nous-mêmes sur le marché, de négocier et de planifier nos ventes. Aujourd'hui, nous contactons directement les revendeuses, nous établissons des relations avec elles, et nous nous adaptons mieux aux demandes du marché.

Agritech a sélectionné quatre jeunes maraîchers parmi nous pour expérimenter cette approche. Au fur et à mesure, avec les dotations et le suivi, nous espérons que cette dynamique attirera d'autres producteurs et motivera plus de jeunes à s'impliquer. Le plus dur, c'est toujours de commencer, mais une fois que les résultats sont visibles, d'autres suivront.

Personnellement, cette expérience m'a permis de développer de nouvelles compétences en vente et en négociation. Je ne me contente plus d'attendre les revendeuses, je comprends leurs besoins et je m'adapte. Cette communication me permet de mieux organiser ma production et d'éviter les pertes.

Tout n'est pas encore parfait, il y a toujours des défis, mais nous apprenons à nous adapter et à évoluer. Je suis convaincu que cette initiative va transformer notre façon de travailler et ouvrir de nouvelles opportunités pour nous, maraîchers. »

DU SAVOIR À L'INDÉPENDANCE : COMMENT L'ACCOMPAGNEMENT DE L'OIF A TRANSFORMÉ MON PARCOURS

« Je suis **Ruth Musasa**, bénéficiaire du projet D-CLIC. J'ai eu la chance de bénéficier de l'accompagnement de ce projet de l'OIF. J'ai suivi une formation en développement web et mobile dispensée par la KADEA Académie.

Cette formation a été pour moi un véritable tremplin. Au-delà des compétences en développement, j'ai acquis des aptitudes transversales essentielles, que l'on n'enseigne pas toujours à l'université.

Avant cette expérience, j'avais des bases en programmation. Mais je ne savais ni mettre en valeur, ni promouvoir mon travail.

Aujourd'hui, non seulement j'ai consolidé mes compétences, mais j'ai aussi appris à me positionner sur le marché, à vendre mes compétences et à décrocher des opportunités en freelance.

Grâce à cet accompagnement, je travaille maintenant en toute autonomie, sans dépendre d'un employeur. Cette liberté professionnelle a transformé ma vision de l'avenir et m'a donné la confiance nécessaire pour aller plus loin dans mon parcours.

Tout cela a été possible grâce à l'OIF, et je suis infiniment reconnaissante pour cette opportunité qui a eu un impact concret et durable sur ma vie. »

« Grâce à cet accompagnement, je génère désormais des revenus de manière autonome, sans dépendre d'un employeur. Cette liberté professionnelle a changé ma vision de mon avenir »



UNE RECONVERSION RÉUSSIE GRÂCE À L'OIF : DE LA FISCALITÉ AU DÉVELOPPEMENT WEB

« Je m'appelle **Victor Ilunga**. J'ai 28 ans et j'ai bénéficié d'une formation au numérique du projet D-CLIC de l'OIF. Avant cette formation, j'étais diplômé en fiscalité des entreprises et je n'avais aucune expérience en programmation. Si j'avais des bases en bureautique, apprendre le développement web était pour moi un véritable saut dans l'inconnu.

L'entrée dans le programme a été un défi en soi. Il a fallu franchir l'épreuve de la « piscine », une phase de sélection intensive où seuls les meilleurs étaient retenus. Parmi 50 bénéficiaires sélectionnés, je me suis retrouvé face à des candidats ayant déjà des bases solides en informatique. Pour rattraper mon retard, j'ai dû redoubler d'efforts, enchaînant apprentissage du HTML, CSS, JavaScript et exercices pratiques au quotidien.

Grâce à un encadrement structuré et au soutien des coaches, j'ai appris bien plus que la programmation. J'ai développé une capacité d'adaptation et une rigueur de travail essentielles dans ce domaine. Les meet-ups carrière, les échanges avec des leaders d'entreprise et les

challenges internationaux, notamment avec des participants en Belgique, ont été des moments clés qui m'ont permis de mieux comprendre le marché du travail numérique.

Après plusieurs mois de formation intensive, j'ai décroché un poste en marketing dans une entreprise locale, mais avec un défi immédiat : coder le site web de l'entreprise. Pour quelqu'un qui, quelques mois plus tôt, ignorait tout de la programmation, c'était un challenge de taille. Mais, grâce aux compétences acquises, j'ai pu développer un site web dynamique facilitant l'interaction avec les partenaires à l'étranger.

Aujourd'hui, après huit mois en poste, je mesure à quel point cette formation a changé mon parcours. Passer de la fiscalité au développement web aurait été impensable sans l'opportunité offerte par l'OIF. Cette formation ne m'a pas seulement permis d'acquérir des compétences techniques, elle m'a donné la possibilité de me réinventer et d'explorer de nouvelles perspectives professionnelles.

Un immense merci à l'OIF pour cette transformation, qui, je l'espère, ne fait que commencer. »



Cameroun

LES DOUCEURS DE NELLY : DE L'OMBRE À LA LUMIÈRE GRÂCE À LA FRANCOPHONIE

« Je me nomme **Nelly Nganzi**, je suis la promotrice de Les Douceurs de Nelly qui est né d'une envie profonde : valoriser nos produits locaux et proposer une alternative aux farines importées. Grâce au soutien de l'OIF, j'ai non seulement pu structurer mon activité, mais surtout, j'ai gagné en visibilité et en confiance.

Avant, je produisais mes biscuits à base de farine de manioc, patate douce et banane plantain chez moi, pour mon entourage. Avec le temps, et en voyant l'intérêt croissant des consommateurs, j'ai compris que mon projet avait du potentiel. Mais il me manquait des compétences et un accompagnement pour le faire grandir.

L'OIF m'a permis de passer un cap. À travers les formations suivies et les événements comme ceux de Batchenga et Yaoundé, j'ai appris à partager mon savoir-faire et à me professionnaliser. J'ai

développé des compétences en formation, en commercialisation, et je me perfectionne encore en emballage, en amélioration des recettes et en fidélisation de la clientèle.

L'impact de cet accompagnement est concret : aujourd'hui, je suis invitée au Salon des sciences, technologies et innovations environnementales pour le développement, organisé par l'OIF à Yaoundé du 18 au 20 février 2025, où je vais présenter mes produits et échanger avec un public plus large. C'est une opportunité incroyable, qui me motive à aller encore plus loin.

À 38 ans, je veux être un exemple pour d'autres femmes qui, comme moi, peuvent penser qu'il est trop tard pour se lancer. Mais, il n'est jamais trop tard pour croire en soi et développer son activité. Grâce à l'OIF, je sais que j'ai encore beaucoup d'options et un avenir prometteur devant moi. »



Après huit mois en poste, je mesure à quel point cette formation a changé mon parcours.

Passer de la fiscalité au développement web aurait été impensable sans l'opportunité offerte par l'OIF.



République
Démocratique
du Congo



ENTRE RÉSILIENCE ET ADAPTATION, UN PARCOURS SOUTENU PAR LA FRANCOPHONIE

« Je m'appelle **Lomo Soteria**, productrice agricole. Le soutien du Fonds La Francophonie avec Elles a été une véritable opportunité pour moi. J'ai bénéficié de plusieurs appuis financiers qui m'ont permis de développer mon activité agricole et d'élevage. Au départ, j'avais investi dans l'agriculture, mais à cause du changement climatique, les récoltes ont été très faibles. J'ai alors décidé de diversifier et de développer un élevage de poulets saisonniers, notamment pour les périodes de fêtes.

Grâce aux fonds de subvention remboursables mis en place par le projet, j'ai pu bénéficier d'un premier appui financier pour une première initiative, puis lors des cycles suivants. Cet accompagnement m'a permis d'augmenter progressivement ma production et de générer des bénéfices. Lors de la dernière campagne, j'ai élevé et vendu mes poulets à 8 000 FCFA l'unité, ce qui m'a permis de mieux subvenir aux besoins de ma famille.

L'un des aspects les plus bénéfiques de cet accompagnement a été la formation. J'ai appris à produire du compost, et j'ai même reçu un composteur pour expérimenter cette technique sur mon exploitation. J'ai pu comparer des cultures avec et sans compost, et j'ai constaté une nette amélioration des rendements. Cette alternative aux engrais chimiques est une solution durable et économique, que je compte continuer à développer.

Même si le climat a rendu l'agriculture plus difficile à Batchenga, ce programme m'a donné des outils pour m'adapter et diversifier mes sources de revenus. Aujourd'hui, je prévois de lancer une nouvelle production de poulets pour la fête de Pâques, avec un objectif de 60 à 100 sujets. De plus, je m'implique dans l'organisation de formations pour d'autres femmes, notamment sur la production de jus naturels.

L'impact de cet accompagnement va bien au-delà du financement. Il m'a donné la confiance et les moyens de structurer mon activité et d'envisager son développement à long terme. Je suis reconnaissante du soutien que j'ai reçu et motivée à continuer sur cette lancée. »



130 femmes et filles vulnérables formées aux techniques de production durable.



2 000 mètres carrés de parcelles agricoles pilotes fertilisées grâce au compost.



45 sacs de piment frais déjà déshydratés, broyés et ensachés pour un essai de commercialisation.



150 sacs de compost distribués à des agricultrices et quelques hommes.



Fonds rotatif de 400.000 FCFA pour soutenir les activités génératrices de revenus.



Même si le climat a rendu l'agriculture plus difficile à Batchenga, ce programme m'a donné des outils pour m'adapter et diversifier mes sources de revenus.

Cameroun



L'ADMINISTRATRICE DE L'OIF EN VISITE À BATCHENGA POUR SUIVRE DE PRÈS LES AVANCÉES DU PROJET D'APPUI À L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

En mission au Cameroun, Mme l'Administratrice a effectué une visite de terrain à Batchenga, localité située à une soixantaine de kilomètres de Yaoundé, pour évaluer les avancées du projet Appui à l'autonomisation économique des femmes. Une initiative qui vise à renforcer la résilience des femmes à travers la promotion des chaînes de valeur agricoles, contribuant ainsi à une agriculture durable et adaptée aux changements climatiques.

Portée par l'association camerounaise Action for Sustainable Development (ASD), cette initiative a été lauréate de l'édition 2022 de l'appel à projets du Fonds La Francophonie avec Elles.

UN PROJET CONCRET AUX IMPACTS TANGIBLES

Cette visite s'est déroulée en présence des autorités locales, notamment le sous-préfet de l'arrondissement de Batchenga, le maire, le délégué d'arrondissement à la promotion de la femme et de la famille, ainsi que le correspondant national. La présidente de l'ASD et les bénéficiaires

du projet ont également pris part aux échanges.

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, célébrée le 8 mars, Mme l'Administratrice a pu recueillir les témoignages des acteurs et bénéficiaires du projet. Elle a constaté de visu les résultats concrets de cette initiative mise en œuvre par l'ASD.

Accompagnée des autorités locales et de la présidente de l'ASD, Mme l'Administratrice a échangé avec les bénéficiaires, mesurant l'impact de cette initiative. Parmi les résultats phares : 80 femmes et filles formées à la production d'engrais organiques, 2 000 m² de surfaces agricoles pilotes fertilisées au compost, et 150 sacs distribués aux exploitantes. Le projet a aussi permis à 50 femmes de maîtriser les techniques de conservation et transformation post-récolte, avec 45 sacs de piment déshydratés et commercialisés à titre expérimental. Un fonds rotatif de 400 000 FCFA a déjà soutenu cinq entrepreneures, améliorant leurs conditions de vie.

À travers cette initiative, l'ASD contribue à l'autonomisation économique des femmes et à la promotion d'une agriculture durable et résiliente face aux défis climatiques. Cette immersion de l'Administratrice, symbolise la volonté de l'OIF d'être au plus près des populations.



L'OIF RENFORCE L'ÉTAT CIVIL AU CAMEROUN ET AU TCHAD

Réduire les coûts et simplifier les procédures d'établissement des actes de naissance, afin de garantir leur délivrance dans les délais réglementaires et prévenir durablement le risque d'apatridie infantile.

+58 000

53 000 enfants des provinces de la Tandjilé et de l'Ennedi Est au Tchad et **5 400 enfants** de l'Extrême-Nord du Cameroun obtiennent leurs actes de naissance grâce à l'OIF.

UN COMBAT CONTRE L'APATRIDIE INFANTILE

En 2024, l'OIF a déployé un projet d'envergure au Cameroun et au Tchad visant à améliorer l'état civil et à lutter contre l'absence d'actes de naissance chez les enfants. Ce fléau constitue un frein majeur à la poursuite de leur scolarité, à l'exercice de leur citoyenneté et expose certains d'entre eux au risque d'apatridie et d'insécurité humaine.

UNE APPROCHE CONCERTÉE, DES ACTIONS STRUCTURÉES

L'OIF adopte une approche multiacteurs, complémentaire aux efforts d'autres organisations internationales engagées sur cette problématique. Le projet s'articule autour de plusieurs axes stratégiques :

- Renforcement des capacités des structures nationales chargées de l'état civil ;
- Appui juridique pour faciliter l'accès aux documents d'identité ;
- Sensibilisation de masse auprès des populations concernées ;
- Enregistrement rétroactif des naissances ;
- Soutien aux organisations de la société civile (OSC) locales et nationales engagées sur cette question.

DES RÉSULTATS CONCRETS SUR LE TERRAIN

En 2024, le projet a permis à 5 400 enfants de l'Extrême-Nord du Cameroun et à 53 000 enfants des provinces de la Tandjilé et de l'Ennedi Est au Tchad d'obtenir un acte de naissance. Ces documents ont été délivrés grâce à des audiences foraines, des jugements supplétifs et des enregistrements rétroactifs des naissances.

Au Cameroun, plusieurs dizaines d'agents d'état civil de la ville de Maroua, dans l'Extrême-Nord, ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités techniques et juridiques.

Dans les deux pays, le projet a également permis de sensibiliser des dizaines de chefs traditionnels et des dizaines de milliers d'habitants des provinces concernées. Cette sensibilisation a été menée par divers canaux : réunions communautaires, bouche-à-oreille et diffusion de messages via les radios locales.

Enfin, la Représentation pour l'Afrique centrale de l'OIF a conduit un plaidoyer auprès des autorités gouvernementales camerounaises et tchadiennes. L'objectif : réduire les coûts et simplifier les procédures d'établissement des actes de naissance, afin de garantir leur délivrance dans les délais réglementaires et prévenir durablement le risque d'apatridie infantile.



+300 000

usagers dans quatre pays d'Afrique centrale ont bénéficié d'un accès gratuit aux bibliothèques et aux activités culturelles des CLAC en 2024.

LECTURE PUBLIQUE EN AFRIQUE CENTRALE : L'OIF RENFORCE SON ENGAGEMENT À TRAVERS LE RÉSEAU DES CLAC

La promotion de la lecture publique et de la diversité des cultures francophones demeure une mission clé de l'OIF en Afrique centrale. À travers son dispositif des Centres de lecture et d'Animation Culturelle (CLAC), l'OIF œuvre à favoriser l'accès au savoir et à la culture dans la région.

Actuellement, quatre pays d'Afrique centrale, notamment le Gabon, la République centrafricaine (RCA), la République démocratique du Congo (RDC) et le Tchad, accueillent ces centres dans le cadre d'une convention avec l'OIF. L'abonnement et l'accès aux activités des CLAC y sont entièrement gratuits.

2024 : UNE FRÉQUENTATION RECORD ET DES AVANCÉES QUALITATIVES

En 2024, les résultats en matière de promotion de la lecture publique ont été à la fois quantitatifs et qualitatifs. Dans les quatre pays concernés, plus de 300 000 usagers ont bénéficié d'un accès gratuit aux bibliothèques et aux activités culturelles des CLAC.

Sur le plan qualitatif, plusieurs avancées majeures ont marqué l'année 2024. Au Gabon, le dixième

séminaire national de renforcement des capacités des animateurs du réseau CLAC s'est tenu du 21 au 28 novembre à Lastoursville. Une trentaine d'animateurs et de cadres des ministères de l'Éducation nationale et de la Culture y ont été formés. En amont de cet événement, la convention de coopération entre l'OIF et l'État gabonais en matière de lecture publique a été signée, réaffirmant l'engagement des deux parties.

En République centrafricaine (RCA), l'année 2024 a été marquée par la relance de la coopération entre l'OIF et le ministère des Arts, de la Culture et du Tourisme. Cette dynamique a abouti au déploiement, du 4 au 12 décembre, d'une mission d'évaluation du réseau national des CLAC.

Au Cameroun, bien que le pays ne dispose pas encore d'un réseau de CLAC, des avancées notables ont été réalisées en vue d'une mise en place prévue pour 2025. Une mission de l'OIF, menée du 19 juillet au 2 août, a permis de valider 13 sites destinés à accueillir le premier réseau de CLAC du pays.

Avec ces initiatives, l'OIF réaffirme son rôle moteur dans la promotion de la lecture publique en Afrique centrale et son engagement à renforcer l'accès à la culture en agissant au plus près des populations de la région.

Dans le cadre de sa mission de promotion de la lecture publique et de la diversité culturelle en Afrique centrale, la REPAC a organisé un séminaire national de renforcement des capacités destiné aux animateurs du réseau des CLAC du Gabon. Cet événement, qui s'est tenu à Lastoursville, visait à doter les participants d'outils pratiques pour améliorer l'accueil et l'accompagnement des usagers, tout en renforçant leurs compétences en gestion et en animation. À travers des sessions théoriques et des exercices pratiques, les formateurs ont abordé des thématiques essentielles telles que la gestion des publics, l'élaboration de règlements intérieurs adaptés aux réalités locales et l'instauration d'un climat bienveillant au sein des CLAC. Parmi les bénéficiaires de cette initiative figurait Manima Ella Synthu, agent à la Bibliothèque de la Commune de Lastoursville et affectée au CLAC local. Elle partage ici son expérience et les enseignements tirés de cette formation.

« Je m'appelle **Manima Ella Synthu**, Agent à la Bibliothèque de la Commune de Lastrouville (Gabon), affectée au CLAC de Lastrouville

J'ai eu l'opportunité de participer au cinquième jour du séminaire de renforcement des capacités pour les animateurs des CLAC du Gabon. Cette journée a été particulièrement enrichissante, alliant théorie, pratique et simulations.

J'ai pu mieux comprendre les défis auxquels sont confrontés les agents des CLAC, qui doivent accompagner un public varié et parfois nombreux. La gestion des tensions, la maturité et l'esprit pédagogique sont des qualités essentielles pour assurer un accueil de qualité et répondre aux attentes des usagers.

L'un des aspects abordés lors de la formation concernait la rédaction des règlements intérieurs, qui doivent être adaptés aux réalités de chaque localité. Par exemple, la Commune de Lastrouville accueille un nombre d'usagers bien inférieur à celui des grandes provinces comme l'Estuaire, ce qui implique des ajustements spécifiques.

Un autre enseignement clé de cette formation a été l'importance d'adopter une attitude bienveillante envers les usagers. Il n'est pas nécessaire d'imposer une discipline stricte, mais plutôt de faire preuve de patience, de compréhension et de calme pour instaurer un climat de confiance.

Je remercie l'OIF pour cette initiative ainsi que les formateurs qui ont partagé leurs expériences et savoirs. Ce séminaire a permis de renforcer nos compétences et de créer un espace d'échange entre les participants. J'encourage vivement chacun à découvrir et à expérimenter le CLAC dans sa localité. »

“
La gestion des tensions, la maturité et l'esprit pédagogique sont des qualités essentielles pour assurer un accueil de qualité et répondre aux attentes des usagers.

Gabon



RAYONNEMENT ET ACTIONS POLITIQUES DE LA REPAC

LA FRANCOPHONIE CÉLÉBRÉE À TRAVERS LE SPORT, LA CULTURE ET LA LECTURE

À l'occasion de la **Journée internationale de la Francophonie (JIF)**, célébrée le 20 mars 2024, plusieurs événements ont marqué le mois de la Francophonie. Outre la réception officielle et le dîner gala, un match de football a opposé l'équipe du Groupe des ambassadeurs francophones à celle du ministère des Affaires étrangères.

Dans le cadre de son engagement en faveur de la culture et de l'éducation, la REPAC a apporté son soutien à plusieurs initiatives :

- **Finale de la Grande dictée de la Francophonie, organisée par l'Institut Français du Gabon, le 22 mars à Libreville ;**
- **10^e édition du Festival Coup de Théâtre, du 24 au 28 mars à Libreville ;**
- **4^e édition de la Journée mondiale de la poésie, avec l'édition de 100 exemplaires d'un recueil de poésie destinés aux CLAC d'Afrique centrale, célébrée le 20 mars au Gabon.**

Ces actions témoignent de la vitalité et de la diversité des initiatives francophones en Afrique centrale.



LA REPAC ACTIVE SUR PLUSIEURS FRONTS EN 2024

En 2024, la REPAC et plusieurs autres unités administratives de l'OIF ont mené plusieurs missions de représentation et d'appui dans des domaines clés tels que la gouvernance électorale, la culture et la coopération régionale. Il s'agit entre autres :



Mission électorale au Tchad (30 avril - 8 mai)

À l'invitation des autorités tchadiennes, la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise Mushikiwabo, a dépêché une Mission électorale de la Francophonie (MEF), conduite par Mohamed Auajjar, ancien ministre marocain de la Justice et des Droits de l'Homme du Royaume du Maroc, pour observer le premier tour de l'élection présidentielle du 6 mai. La mission a rencontré les principaux acteurs du processus électoral, en accord avec les principes de la Déclaration de Bamako ;

Mission d'évaluation électorale au Gabon (15 - 21 décembre)

À la demande des autorités gabonaises, la Secrétaire générale de la Francophonie a dépêché une mission d'évaluation des besoins en appui électoral. La mission a rencontré des membres du gouvernement et les présidents des institutions clés en matière électorale, notamment le parlement, la Cour constitutionnelle, la Haute autorité de la communication et la Commission nationale des droits de l'Homme.

Symposium sur la résolution de Yaoundé (10 - 14 septembre)

Le Représentant pour l'Afrique centrale a participé aux travaux de suivi de la 44^e Conférence ministérielle de la Francophonie ;

Participation au Festival Écrans Noirs à Yaoundé (28 octobre)

La REPAC a pris part à la 28^e édition du Festival Écrans Noirs, où un Prix spécial a été décerné à la Secrétaire générale de la Francophonie, en reconnaissance de l'engagement de l'OIF en faveur du rayonnement du cinéma francophone.

Ces actions illustrent l'implication continue de la Francophonie dans la promotion de la démocratie, de la culture et du dialogue multilatéral en Afrique centrale.





LA REPAC RENFORCE SON SOUTIEN EN AFRIQUE CENTRALE

En 2024, la REPAC a soutenu de nombreuses organisations de la société civile (OSC) en Afrique centrale, à travers des actions en faveur du leadership féminin, de l'éducation, de l'audiovisuel, de l'innovation et des droits humains. Il s'agit entre autres :

- **Promotion du leadership féminin en RCA** : soutien à l'ONG Genre, Paix et Développement (GEPAD) pour la mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) en février 2024 ;
- **Concours « Ma thèse en 180 secondes »** : appui à la finale organisée par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), le 18 juin au Gabon ;
- **4^e Salon des métiers de l'audiovisuel et du numérique (SAMEAU)** : soutien à Gab Kulture, du 12 au 14 septembre à Libreville ;
- **2^e concours « Mon innovation pédagogique »** : appui à l'Association des

professionnels des sciences de l'éducation du Gabon (APSEG), le 5 novembre à Libreville ;

- **Séminaire sur la prise en charge des violences sexuelles et sexistes** : renforcement des capacités des officiers de police du Cameroun, organisé par l'Observatoire du politique en Afrique (OPA-AYEN), le 11 novembre à Ngaoundéré ;
- **9^e Festival gabonais de la bande dessinée** : soutien au RONEGA, du 16 au 21 décembre à Libreville ;
- **Concours national d'éloquence inter-lycée** : appui technique et logistique à l'ONG La Voix des Jeunes pour le Développement Durable.

Ces soutiens multiformes témoignent de l'engagement de la REPAC en faveur du développement socio-éducatif, culturel et des droits humains en Afrique centrale.

SOUTIEN AUX MISSIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES

Renforcement des partenariats économiques à Bucarest

La REPAC, en lien avec la Direction de la Francophonie économique et numérique (DFEN) et la Représentation de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale (REPECO), a renforcé l'inclusion économique des entreprises d'Afrique centrale lors de la mission de Bucarest (27-29 mars 2024). Cet événement a réuni des entreprises de secteurs clés comme l'agroalimentaire, le numérique, la cybersécurité et l'énergie verte, visant à créer des partenariats solides et à offrir de nouvelles opportunités internationales.

Ce soutien a permis de maximiser les opportunités commerciales et de faciliter l'intégration des entreprises dans les marchés internationaux.

Grâce à l'intensification de leur présence sur les marchés internationaux, les entreprises de la région Afrique centrale ont non seulement élargi leurs réseaux, mais ont également contribué à l'émergence de nouvelles dynamiques de coopération économique, ouvrant ainsi la voie à des partenariats durables et à un développement économique à long terme.

Renforcer les partenariats francophones au Québec

La REPAC, avec la DFEN et la Représentation de l'OIF pour les Amériques (REPAM), a facilité la participation des entreprises d'Afrique centrale à la mission économique de la Francophonie au Québec du 11-13 juin 2024. Plus de 80 entreprises internationales et 100 entreprises locales du Québec ont participé, avec un accent sur des secteurs comme l'agroalimentaire, les énergies renouvelables et le numérique.

La mission a permis la réalisation de près de 900 rendez-vous d'affaires et la signature d'accords. Cet événement a renforcé les échanges économiques au sein de la Francophonie et soutenu l'internationalisation des entreprises africaines.

Grâce à l'implication active de ces trois représentations, l'événement a non seulement renforcé les échanges économiques au sein de l'espace francophone, mais il a également mis en évidence l'engagement de la Francophonie à soutenir le développement international des entreprises et à encourager la coopération entre les acteurs économiques francophones.

Ces missions ont permis de connecter plus d'une vingtaine d'acteurs économiques d'Afrique centrale à environ 600 entreprises locales et internationales en Roumanie et au Canada-Québec.



CHIFFRES CLÉS

06
Projets

+300 000
usagers ont eu gratuitement accès aux bibliothèques et activités culturelles des CLAC en Afrique centrale

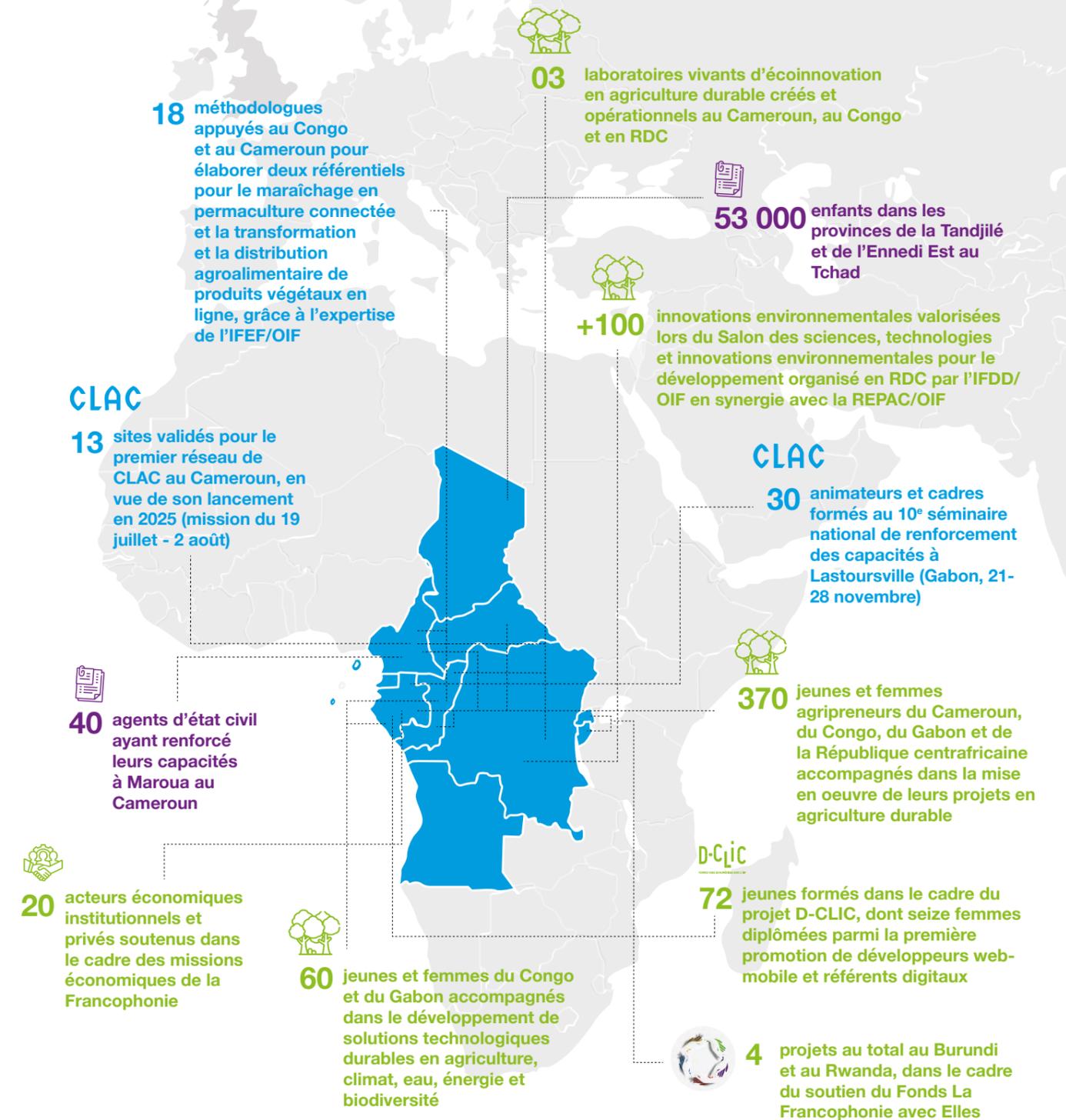
58 400
enfants ont bénéficié d'actes de naissance

2 738
bénéficiaires directs

CLAC
P.05
Acquérir des savoirs, découvrir le monde

P.09
État Civil

P.14
Fonds La Francophonie avec Elles



161
jeunes formés

+20
acteurs économiques institutionnels et privés touchés

430
jeunes et femmes accompagnés et formés

P.16a
D-CLIC : formez-vous au numérique

P.17
Promotion des échanges économiques et commerciaux francophones

P.19
Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo

DÉFIS ET LEÇONS APPRIS

INNOVER POUR SURMONTER LES OBSTACLES

RENFORCEMENT DES STRUCTURES LOCALES ET COORDINATION DES INTERVENTIONS

La mise en œuvre des projets P5 (Acquérir des savoirs, découvrir le monde - CLAC) et P9 (État civil) a révélé des besoins considérables dans les pays concernés, notamment en matière de renforcement des structures locales. La demande croissante des États pour un appui institutionnel traduit la nécessité d'une coordination efficace et d'un accompagnement adapté aux réalités du terrain.

L'enjeu majeur réside dans la capacité à répondre aux attentes institutionnelles tout en garantissant une approche qui intègre pleinement les bénéficiaires finaux. Face à cette dynamique, des ajustements stratégiques ont été opérés pour optimiser l'alignement des interventions avec les priorités nationales.

La collaboration renforcée avec les autorités locales et les parties prenantes a permis d'apporter des solutions durables, notamment à travers une meilleure intégration des actions de l'OIF dans les politiques publiques locales. Cette approche progressive constitue un levier essentiel pour pérenniser l'impact des initiatives.



INCLUSION LINGUISTIQUE ET STRUCTURATION DES BÉNÉFICIAIRES

L'un des principaux défis des projets P14 (Fonds La Francophonie avec Elles) et P16a (D-CLIC : formez-vous au numérique) a été l'inclusion des pays où le français n'est pas la langue principale. Cette barrière linguistique a limité la participation de certains acteurs et nécessité des adaptations dans les processus de sélection et d'accompagnement des porteurs de projets.

Par ailleurs, si ces initiatives ont contribué à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires, elles restent modestes face aux défis structurels des communautés locales. Toutefois, l'impact des microprojets s'avère particulièrement significatif en milieu rural, renforçant ainsi le positionnement de l'OIF comme acteur clé du développement local.

Un autre défi majeur concerne la structuration des associations bénéficiaires. De nombreuses organisations soutenues ne disposent pas de cadre formel, ce qui limite leur accès aux financements et leur capacité à pérenniser leurs actions. Pour répondre à cette problématique, un accompagnement spécifique a été mis en place afin de favoriser la formalisation des structures locales et leur intégration dans les mécanismes d'appui institutionnels.



ADAPTATION ET SYNERGIE POUR UNE INNOVATION ENVIRONNEMENTALE EFFICACE

La mise en œuvre du Projet 19 (Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo) a été marquée par des défis liés à l'ampleur du programme, l'innovation environnementale et l'accompagnement des jeunes et des femmes. Le besoin énorme et l'engouement des bénéficiaires et des acteurs locaux ont nécessité une flexibilité accrue pour ajuster les approches et répondre aux besoins spécifiques du terrain.

Les contraintes en ressources humaines et financières ont également imposé une gestion rigoureuse et une allocation optimisée

des moyens disponibles. La diversité des acteurs institutionnels impliqués a exigé une coordination renforcée, essentielle pour garantir la complémentarité des actions et assurer un suivi efficace des initiatives soutenues.

Malgré ces défis, l'engagement des partenaires techniques et financiers ainsi que la mobilisation des unités de l'OIF impliquées (IFDD, IFEF, REPAC) ont permis de poser des bases solides pour la poursuite des actions engagées. La consolidation des partenariats et la structuration du projet ouvrent des perspectives encourageantes, notamment pour le passage à l'échelle des innovations environnementales et la pérennisation des initiatives en faveur d'une agriculture durable dans le Bassin du Congo.



CAP SUR 2025

AMPLIFIER LES INITIATIVES POUR ÉTENDRE L'IMPACT

RENFORCER L'IMPACT LOCAL ET L'INCLUSION

En 2025, les projets P5 (Acquérir des savoirs, découvrir le monde - CLAC) et P9 (État civil) entendent renforcer leur présence sur le terrain en ciblant davantage les communautés les plus marginalisées. L'objectif étant de réduire les inégalités d'accès aux services essentiels, en développant des méthodes d'intervention plus inclusives et adaptées aux réalités locales.

L'accent sera mis sur une approche de proximité renforcée, impliquant davantage les bénéficiaires dans la mise en œuvre des solutions, afin d'assurer un impact durable. Cette dynamique permettra de mieux ancrer les actions dans les territoires, avec une volonté affirmée de renforcer l'inclusion sociale.

ÉLARGIR L'ACCÈS AU NUMÉRIQUE ET AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les projets (Fonds La Francophonie avec Elles) et P16a (D-CLIC : formez-vous au numérique) poursuivront en 2025 leur engagement en faveur du développement local en se concentrant sur une plus grande présence au sein des milieux les plus vulnérables. L'un des enjeux majeurs sera d'étendre leur portée pour atteindre les zones rurales et les périphéries des grandes villes, où les besoins en formation et en autonomisation économique vont de manière croissante.

Les priorités au niveau de ces projets incluent :

- le renforcement de l'accompagnement des bénéficiaires à travers des dispositifs de formation adaptés ;

- le développement de collaborations innovantes pour maximiser l'impact et favoriser l'insertion professionnelle ;
- la mise en réseau des acteurs locaux pour créer des dynamiques de changement durable.

En consolidant leur présence sur le terrain et en développant des actions adaptées aux réalités locales, les projets P14 et P16a contribueront à bâtir des écosystèmes plus résilients et inclusifs, où chaque initiative s'inscrit dans une vision de développement à long terme.

AGIR AVEC ET EN FAVEUR DES JEUNES ET DES FEMMES

En 2025, les actions du Projet 19 (Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo) se poursuivront, avec des ambitions renouvelées et un engagement toujours plus fort en faveur des jeunes et des femmes du Bassin du Congo.. Plus qu'un projet, c'est une dynamique qui se construit jour après jour, portée par l'énergie des innovateurs locaux, la résilience des communautés et la volonté de transformer les défis environnementaux en opportunités durables.

Nous rêvons d'un Bassin du Congo plus résilient, où les jeunes agriculteurs ne sont plus de simples producteurs, mais des acteurs de changement, où les femmes entrepreneures deviennent des piliers de l'innovation environnementale, et où les savoirs locaux rencontrent la science et la technologie pour inventer de nouvelles façons de produire, de préserver et de transmettre.

Pour transformer ces rêves en réalité, 2025 verra la concrétisation de plusieurs projets majeurs :

1. Encourager l'innovation et l'expérimentation :

- Accompagner 70 jeunes innovateurs et soutenir la mise en place de 40 solutions climatiques pour une agriculture plus durable et résiliente ;
- Créer trois nouveaux laboratoires vivants, véritables terrains d'expérimentation où agriculteurs, chercheurs et innovateurs pourront tester et perfectionner leurs solutions adaptées aux réalités locales.

2. Former et inspirer une nouvelle génération d'entrepreneurs verts :

- Continuer avec l'appui de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et de la formation (IFEF) à accompagner les centres de formation professionnelle pour intégrer des modules en agriculture durable et numérique, en phase avec les réalités du marché de l'emploi ;
- Former avec l'appui de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) 1000 jeunes, dont 30 % de femmes, aux opportunités économiques en agriculture durable, grâce à une approche hybride combinant formation en ligne et apprentissage pratique sur le terrain.

3. Créer des écosystèmes d'apprentissage et de résilience :

- Soutenir la création de fermes pédagogiques intégrées à une cantine scolaire, permettant

aux élèves de se familiariser dès le plus jeune âge à la protection de l'environnement et aux pratiques durables dans l'agriculture ;

- Soutenir 100 jeunes entrepreneurs agricoles en leur offrant un appui technique et financier pour développer et mettre en œuvre des projets concrets qui permettront de renforcer la sécurité alimentaire dans leurs communautés.

4. Porter la voix du changement et valoriser les solutions locales :

- Promouvoir les innovations climatiques développées par les jeunes et les femmes, en soutenant 15 solutions à fort impact pour assurer leur passage à l'échelle ;
- Organiser des actions de plaidoyer et de sensibilisation, afin de mobiliser davantage d'acteurs et de décideurs pour le financement et la pérennisation des initiatives environnementales.

En 2025, ces initiatives s'inscriront dans une logique de consolidation et d'amplification des acquis. L'accent sera mis sur le soutien aux jeunes porteurs de solutions éco-innovantes, en particulier dans les domaines du nexus agriculture-climat-eau-énergie-biodiversité.

La promotion des solutions climatiques développées par les jeunes et les femmes restera une priorité, tout comme la formation aux métiers d'avenir et le renforcement des synergies locales. Le plaidoyer pour une résilience climatique et une agriculture durable continuera à structurer les actions menées, afin de garantir un impact durable et inclusif.



REMERCIEMENTS

UNE GRATITUDE PARTAGÉE

Ce rapport est le fruit d'un engagement collectif. Un immense merci à toute l'équipe de la REPAC-OIF, dont le travail acharné a donné vie à nos actions. Merci à nos partenaires pour leur soutien indéfectible et aux bénéficiaires qui inspirent notre mission par leur dynamisme et leur résilience. Ensemble, nous construisons un avenir plus inclusif et durable.



Nom	Fonction	Position sur la photo
Alphonse Fademba Madakome WAGUENA	Représentant de l'OIF pour l'Afrique centrale	Au centre
Hans de Marie HEUNGOU	Analyste politique principal	3e en partant de la gauche
Marcel Kodjo KLASSOU	Coordonnateur du projet de Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo (P19)	5e en partant de la droite

Nom	Fonction	Position sur la photo
Delwendé Brice Rodrigue SORGHO	Spécialiste de programmes en charge de la coopération et du suivi des projets	4e en partant de la droite
Foued EL AYNI	Spécialiste de programmes - P19	4e en partant de la gauche
Romaric SEGLA	Spécialiste de programmes - P19	1er en partant de la droite
Yao DANKLOU	Chargé d'administration, finances et comptabilité	6e en partant de la gauche
Raïssa Michelle OKOMO PAMBOT	Assistante administrative	3e en partant de la droite
Jean de Dieu BIYOGHE ENDOME	Conducteur du Représentant	2e en partant de la droite
Talulah ESSAM	Experte d'appui au P19	5e en partant de la gauche
François RAVIER	Volontaire international Coopération & suivi des projets	2e en partant de la gauche
Victor NZIGOU	Stagiaire	1er en partant de la gauche

NOS CORRESPONDANTS NATIONAUX DE LA FRANCOPHONIE



Correspondant National de l'OIF en Angola

Nomination à venir



M. Guy-Michel MFATIYE

Délégué à la Francophonie et Correspondant National de l'OIF au Burundi

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement



M. Joël Hervé NGUENKAM

Directeur des relations avec l'OIF
Correspondant National de l'OIF au Cameroun

Ministère des Relations extérieures



M. Nono Nicolas NGOAZOUROU

Conseiller des affaires étrangères, Directeur de l'intégration Africaine et de la Francophonie et Correspondant National de l'OIF en République Centrafricaine

Ministère des Affaires étrangères de la Francophonie et des Centrafricains de l'étranger



M. Stevie Juscard NGANFINA

Directeur de l'OIF au Ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger

Correspondant National de l'OIF en République du Congo



M. Léandre MIEMA BELEPE

Délégué Général à la Francophonie et Correspondant National de l'OIF en République démocratique du Congo (RDC)

Ministère des Affaires étrangères, Coopération internationale et Francophonie



M. Théophile AKUE OVONO

Directeur général de la Francophonie au ministère des Affaires étrangères et de la coopération, chargé de l'intégration et de la diaspora

Correspondant National du Gabon auprès de l'OIF



M. Juan Pablo OVONO ONDO BIYE

Correspondant National de l'OIF en Guinée équatoriale

Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de la Diaspora



M. Parfait ISHUNGURE

Correspondant National de l'OIF au Rwanda

Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale



Mme Tatiana CARVALHO DOS RAMOS

Diplomate au ministère des affaires étrangères de São Tomé-et-Principe

Correspondante Nationale de l'OIF à São Tomé-et-Principe



Mme Désirée ALINGUE NEBINON

Secrétaire Exécutive de la Francophonie et Correspondante Nationale de l'OIF au Tchad

Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger

La Francophonie, ce sont tout d'abord des femmes et des hommes qui partagent une langue commune, le français. Le dernier rapport en date de l'Observatoire de la langue française, publié en 2018, estime leur nombre à 321 millions de locuteurs, répartis sur les cinq continents.

C'est ensuite un dispositif institutionnel voué à promouvoir le français et à mettre en œuvre une coopération politique, éducative, économique et culturelle au sein des 93 États et gouvernements de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Ce dispositif est fixé par la Charte de la Francophonie, adoptée en 1997 : sa plus haute instance est le Sommet de la Francophonie ; sa clé de voûte la Secrétaire générale de la Francophonie, poste occupé par Louise Mushikiwabo.

L'OIF met en œuvre la coopération multilatérale francophone aux côtés de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et de quatre opérateurs : l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), TV5 MONDE, l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et l'Université Senghor à Alexandrie.

La Francophonie a pour missions de :

- Promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique ;
- Promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ;
- Appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ;
- Développer la coopération économique au service du développement durable.

www.francophonie.org



REPRÉSENTATION POUR L'AFRIQUE CENTRALE (REPAC)

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

87, Avenue Paul Moukambi | Haut de Gué-Gué | BP 8075 Libreville | Gabon